

Les droits des étudiants ? Quid ? Lors du colloque du RAEU la fin de semaine dernière, environ 400 étudiant(e)s ont tenté de définir quels pouvaient être ces droits et d'établir une stratégie pour les faire respecter. Ce n'était pas la diversité d'idées qui manquait !

Mardi
Le 10 février 1981
Vol. 70, No. 70
Montréal

Le McGill Daily

L'admission aux professions:

Nouvelles politiques ?

par Luc Drouin

Récemment, l'Office des professions publiait un avis concernant les conditions supplémentaires au diplôme ou à la formation et des stages professionnels aux établissements toutes les implications, car celles-ci conduiraient à l'abolition des examens supplémentaires nécessaires à l'admission dans une corporation professionnelle, ainsi qu'au rapatriement de la formation et des stages professionnels aux établissements d'enseignement.

Présentement, 19 corporations professionnelles sur 39 imposent aux candidats à leur profession des stages de formation professionnelle. De ces 19, sept exigent aussi des cours de formation professionnelle (avocats, comptables agréés, comptables en administration industrielle, comptables, conseillers en orientation, denturologistes, techniciens en radiologie). Vingt-cinq corporations professionnelles imposent à leurs candidats des examens de formation professionnelle, ayant lieu soit après l'obtention du diplôme de base, soit après les cours de formation, soit au terme de la formation de base qui a été reconnue équivalente.

Les motifs invoqués par les corporations professionnelles pour exiger des conditions supplémentaires sont les suivants : permettre aux candidats d'intégrer les connaissances théoriques et la formation pratique acquises dans le cadre de leur formation de base (université) ; combler les lacunes de la formation de

base ou la compléter ; vérifier les connaissances acquises par les candidats ; initier les candidats à leur future profession ; leur permettre de développer de la confiance en soi et de la maturité ; enfin, assurer la protection du public.

Il appert donc que les cours de formation professionnelle visent à compléter la formation de base estimée inachevée par les corporations qui les exigent. Si tel est le cas selon l'Office, cette situation est troublante. Elle dénoterait une carence inquiétante dans l'adoption des programmes universitaires au besoin de la société. Dans les cas contraires, l'imposition de ces cours serait abusive. De plus, l'Office ne voit pas comment des stages de formation professionnelle, effectués par des étudiants durant la période de formation de base puissent vraiment leur permettre d'intégrer l'ensemble des connaissances prévues au programme alors que les étudiants sont en voie de les acquérir.

L'Office a aussi peine à

croire que des stages de formation professionnelle de 4 à 8 mois puissent permettre aux candidats d'atteindre des objectifs aussi complexes que l'autonomie et la maturité nécessaires à l'exercice de la profession.

L'Office constate de plus une certaine méfiance des corporations professionnelles envers les établissements d'enseignement. C'est parce qu'elles ne font pas confiance à la formation pratique dispensée par les établissements d'enseignement que les corporations imposent des stages de formation professionnelle.

En vérifiant des connaissances acquises par les candidats, les corporations exercent inévitablement un certain contrôle sur la manière

suite à la page 2

La charrue devant les boeufs

par Francine Hébert
et Danièle Champoux

C'est finalement à deux colloques sur les droits des étudiants plutôt qu'un seul que l'exécutif du RAEU aura involontairement convoqué les étudiants des universités du Québec. Une division importante s'est effectivement manifestée, autour du principe même de l'élaboration d'une Charte des droits. Les dissidents ont plutôt pris position en faveur de l'élaboration d'un Manifeste.

La division sur une question de principe a finalement pris la forme de deux assemblées plénières parallèles dimanche, le président de l'assemblée « officielle » ayant refusé d'autoriser un débat sur le fond du différend et de rendre l'assemblée décisionnelle.

Les organisateurs du Colloque (RAEU) voient dans l'élaboration d'une Charte — de type syndical, dans le genre convention collective ou code de travail — le meilleur moyen de définir et de protéger les droits des étudiants. « Le RAEU veut faire de la Charte des Droits un véhicule des aspirations des étudiants du Québec. »

Les organisateurs du Colloque n'ont pas manqué de souligner qu'il est stratégiquement valable de profiter du fait que le gouvernement se trouve à la veille des élections dans une situation précaire et par conséquent plus sensible aux revendications des étudiants. Le fait que le gouvernement ait accordé une somme de \$17,000 pour l'organisation du colloque pourrait leur donner raison.

Le désaccord entre les deux groupes s'est également articulé autour de cette question d'une « collaboration » avec le gouvernement. Les partisans du Manifeste ont contesté le principe « de compter pour la défense des droits étudiants sur un gouvernement dont les positions face aux travailleurs, dans les conflits de travail, dans le code du travail et dans les lois 17 et 45, sont suffisamment éloquentes. »

Rien n'empêcherait le gouvernement de modifier à son goût et avantage une Charte avant d'en faire une loi. Il est beaucoup plus sain pour le mouvement étudiant d'éviter la bureaucratisation et de ne compter que « sur les forces de ses membres pour créer un réel rapport de force ».

Les délégués dissidents se sont également élevés contre la façon dont la décision de travailler à une Charte plutôt qu'à un Manifeste a été prise, puisque les programmes de discussions avaient été élaborés à l'avance et sans consultation. Les délégués en ateliers n'avaient pas non plus la possibilité de se prononcer sur le contenu des propositions que contiendrait la Charte, puisqu'on ne leur accordait pas le droit de vote à ce sujet. L'exécutif du RAEU se réservait cette tâche.

Les propos tenus dans les deux plénières ont donc été complètement différents. Du côté des « officiels », on a assisté, aux rapports des ateliers, auxquels les délégués s'étaient de toute évidence consacrés avec beaucoup d'énergie et de bonne foi. Les réactions de la salle démontraient combien les étudiants étaient d'accord sur les problèmes à affronter, les revendications à défendre. Même au sein de cette assemblée un bon nombre de délégués ont indiqué leur accord avec certaines des objections de fond et de forme des délégués dissidents.

L'assemblée des dissidents votait de son côté une motion de blâme contre le RAEU et ses pratiques anti-démocratiques et mettait sur pied un comité pour la rédaction d'un manifeste à partir des propositions surgies dans les ateliers parallèles.

Etrangement, pour les deux assemblées, la prochaine étape consiste à faire parvenir aux associations étudiantes locales les propositions de Charte et de Manifeste pour fins de discussions. Suivrait ensuite un congrès où des décisions finales sur le contenu du « véhicule » choisie des droits étudiants seraient prises.

Prel party

Les étudiant(e)s du programme préscolaire-élémentaire en Education à l'U de M organisent cette semaine une fête de solidarité pour leurs professeurs.

Dans le cadre du conflit qui oppose l'administration de la

Faculté aux professeurs et aux élèves de ce programme de pédagogie progressiste, les professeurs ont en effet perdu leur emploi. Ils n'en continuent pas moins à travailler, sans être payés, avec les étudiants, qui les considèrent comme les seuls habilités à le faire.

Les bénéfices de la soirée de solidarité à laquelle tous sont conviés cette semaine seront donc remis aux professeurs Michel Desjardins, Richard Cadotte et Richard Gendron. Le chanteur Paul Piché viendra chanter quelques « tonnes ».

La soirée aura lieu jeudi ce 12 février à la salle St Ambroise, 6510 de Normandville, coin Beaubien (métro Beaubien).

Pensée du jour

*Le vrai Québécois c'est un communiste de cœur,
un socialiste d'esprit et un capitaliste de poche.*

Yvon Deschamps

Petites Annonces

Ads may be placed through Sadie's, 1st floor Student Union building, 9 a.m. - 5 p.m.
McGill students: \$2 per day. For 3 days \$1.75, more than 3 days \$1.50.
McGill Faculty and Staff: \$3.00 per day.
All others: \$3.50 per day.

341 - APT., ROOMS, HOUSING

RICHARD, WE'D LOVE to run your ad for apartment to share but we need your phone number. PLEASE CALL DAILY AD OFFICE, 392-8902.

Looking for a third roommate to share an extraordinarily large and beautiful, centrally located sunny 6 1/2. Available immediately. Phone between 9 am & 5 pm 937-7049 and after 5 pm 288-4849.

350 - JOBS

JOBS IN ALASKA! Summer/year-round. High pay: \$800-\$2000 monthly! All fields: parks, Fisheries, Oil industry and more! 1981 Employer listings, information guide. \$4. Alasco, Box 9337, San Jose, CA 95157.

Wanted: assistant for small Music Library. Mon. & Wed. evenings. Must live Westmount. Downtown. Phone Tuesday 4-7 only. 931-5298.

Come moonlight with us! With as little as \$50, we'll show you how to start your own business as we have for many others. Sell our active sportswear line from your home. Call Mr. Robert 489-5378.

352 - HELP WANTED

Subjects wanted to finish off psycholinguistics study. Must be either fluently bilingual (French-English) or clearly unilingual (English). Will be paid. For information, call 392-4684 or 392-6718.

354 - TYPING SERVICES

Leave the typing to us! We'll type your resumé

or term papers professionally and accurately in both languages. For more info, call Agence de Placement Montréal 860-8829.

361 - ARTICLES FOR SALE

Scott Ski Boots, 2 pairs, fitting Men's size 7 1/2 & 10 1/2. Almost new. \$45 and \$110. Call 487-6014.

365 - WANTED TO BUY

Wanted: 2 hockey tickets in section red or white (best possible seats) for the next game against St. Louis, Buffalo or Toronto. I would pay good price. Call Suzanne evenings 849-2683.

372 - LOST AND FOUND

Found: Cross pen in front of Bronfman Building Wed. Feb. 4 around noon. Please call 392-8902, or come to Rm B-17 in the Union Building (basement).

Found: a gold ring in the McGill student ghetto on February 2nd. Contact Charles or Douglas at 322-9091.

385 - NOTICES

LEARNING 2001: Improve your memory, improve your marks, increase your learning rate!! Come to a free introductory lecture on these new, dynamic learning techniques. Tuesday Feb. 10 at 1:30 pm in the Bronfman Bldg., room 179.

This year say
"I Love You"
 with a Valentine Classified

Special \$1.00
Deadline: Noon Feb. 12

Ads may be placed NOW
 at Sadie's, 1st floor
 Student Union Bldg.

OLD MCGILL

'81

All graduating students who have not yet had their pictures taken for the yearbook: You can still get your smiling face in Old McGill '81 but there are a few conditions.

- 1) The initial sitting fee is now \$17.95 but you still get the same deal of four 4 x 5 proofs to choose from, your favorite to be made into a 5 x 7 full colour enlargement - and of course your photo will appear in the graduate section of the book.
- 2) Your picture and biography will be in a Supplementary section of the grad section and not in your faculty. However, your faculty will be specified next to your name.

Cost breakdown:

Initial sitting fee	\$17.95 plus tax
and 5 x 7 enlargement	\$ 8.00
Cost of book	\$ 8.00
Mailing charge (optional)	\$ 3.00
	\$28.95 plus tax

The deadline for this special offer is Feb. 13, 1981.

suite de la page 1

dont les établissements d'enseignement s'acquittent de leur mission de préparer les étudiants à leur profession. Selon les corporations, cette situation serait justifiée par la protection du public. Cependant, l'application de ces conditions supplémentaires n'est pas soumise à un mécanisme spécifique de contrôle alors que la protection du public l'exigerait.

Suivant les principes directeurs que la formation de base conduisant à l'exercice d'une profession relève des établissements d'enseignement et qu'en aucun cas les conditions supplémentaires ne doivent être utilisées pour compléter la formation de base, la prolonger ou en combler une lacune, ce qui a souvent l'effet de contrôler l'accès aux candidats, l'Office recommande :

- lorsque nécessaire pour la protection du public, que soit instaurée une « période d'initiation encadrée » contrôlée par la corporation, qui précéderait l'accès à l'exercice d'une profession ;
- de supprimer l'imposition de cours de formation professionnelle par les corporations en complément à leur formation de base en vue de l'obtention du permis ;
- de supprimer l'imposition d'examens de formation professionnelle par les corporations en vue de l'obtention du permis.

Il n'y aurait peut-être plus d'examen d'admission à la profession et de stages.

et les établissements d'enseignement s'entendraient sur les cours de formation professionnelle qui doivent être incorporés dans les programmes de formation de base, sur les examens professionnels devant être incorporés dans cette formation de base et sur la per-

Ces changements se produiraient pendant une période de transition d'au plus 18 mois durant laquelle les corporations professionnelles

tinence de « programmes d'initiation encadrée », le tout suivi de recommandations au Ministre de l'Éducation et à l'Office des Professions.

Suite à l'application de ces recommandations, les corporations professionnelles devront être consultées par les établissements d'enseignement sur l'élaboration ou la révision complète ou partielle d'un programme conduisant à un diplôme donnant ouverture à un permis.

En termes pratiques, cela signifie redonner à l'université une plus grande autonomie vis-à-vis les corporations lui permettant de ne pas devoir axer ces cours en fonction principalement des exigences de celles-ci. Ainsi les universités auront la liberté d'offrir un programme plus original et peut-être plus en fonction des besoins du public en général. Quant aux stages, il n'y aurait aucune différence si ce n'est

que celui-ci se verra juger sur sa pertinence, et sera plus encadré qu'il ne l'est présentement.

Une grande opposition est à

Une plus grande autonomie pour les universités, un meilleur choix de cours.

anticiper des corporations professionnelles. Par les conditions d'admission relatives à la formation des candidats, celles-ci exercent un important contrôle sur la progression du nombre de leurs membres, contrôle qu'elles peuvent utiliser en période de chômage élevé simplement en accroissant la difficulté des examens professionnels ou en

augmentant la longueur du stage. Mais dans l'actuelle balance des intérêts politiques au Québec, aucune force politique, mis-à-part les étudiants, ne semble prête à faire contre-poids au lobby des corporations professionnelles, et les recommandations de l'Office des professions pourraient bien ne pas avoir de suite.

Seuls les étudiants pourraient faire pencher cette balance et il leur appartient de décider si leur intérêt d'étudiants et de futurs candidats à l'admission dans une corporation professionnelle serait mieux servi en lui laissant le contrôle effectif de la formation professionnelle ou en le donnant aux universités.

Source: Les conditions supplémentaires au diplôme ou à la formation de base et les comités de la formation, Office des professions du Québec, 1980, Québec.

Attention:

All graduating students who have not yet had their

ב"ה

Venez vivre un
 Come spend a

SHABATTON
 & Carnaval with US / avec NOUS

Depart / Departure
 13/2/81 at 12 noon

CHABAD HOUSE
 3429 Peel Street

R.S.V.P.
 Tel.: 842-6616



J'aime le métro ...

par Dominique Deslandres

Le dernier métro. Réalisé par François Truffaut. Avec Catherine Deneuve, Gérard Depardieu, Heinz Bennent, Jean Poiret. A l'affiche du cinéma Le Dauphin à partir du 20 février.

Gagnant de dix Oscars à Paris le 31 janvier dernier, *Le dernier métro* de Truffaut est sans contredit un événement. Et ce n'est pas peu dire: le spectateur a du mal à quitter son siège; le film est long pourtant (plus de deux heures), mais on désire prolonger l'envoûtement.

On peut réellement parler d'envoûtement. Avec ce dernier film, Truffaut nous emmène dans les coulisses du théâtre Montmartre. Il nous y fait vivre dans l'ambiance difficile de l'occupation allemande, touchant ainsi à la question de la liberté d'expression pendant la guerre.

La directrice du théâtre, Marion Steiner, a pris officiellement les affaires du théâtre en main depuis que son mari, Lucas, a fuit la «chasse aux juifs», et s'est réfugié en Amérique. Fuite? C'est ce que tout le monde croit. Cependant Marion cache son mari dans le sous-sol du théâtre; elle finira même par l'y installer.

Avec la troupe, Marion déci-

de de monter une pièce de son mari. Le metteur en scène, Jean Loup, est un ami de longue date et suit scrupuleusement toutes les directives que Lucas a laissées. Et Marion engage un jeune premier, Bernard Granger, qui sera son partenaire.

Et les répétitions commencent.

Ce sont les efforts de Marion pour tenir le théâtre à flots malgré les contraintes de l'occupation, que Truffaut raconte ici. Il nous décrit les difficultés, les suspicions, le marché noir, les drames aussi de cette période troublée.

Marion est de plus en plus partagée par l'amour qu'elle continue de porter à son mari et l'amour naissant qu'elle éprouve pour le jeune comédien qui lui donne la réplique. Ils se diront sur scène ce qu'ils ne peuvent pas ou n'osent pas se dire dans la vie car la pièce qu'ils jouent est une pièce d'amour.

L'amour! C'est encore le thème du dix-neuvième film de François Truffaut. Les acteurs qui l'épaulent dans *Le dernier métro* sont prestigieux: Catherine Deneuve interprète Marion, elle s'est mérité l'Oscar de la meilleure actrice; Depardieu (César lui-aussi du meilleur acteur) joue le rôle du



François Truffaut (réalisateur) / Catherine Deneuve

jeune premier ce qui le change de ses rôles habituels de loubards et de durs. Heinz Bennent est à remarquer aussi, dans l'interprétation de Lucas Steln.

Avec une distribution pareille, un scénario aussi attachant, il n'est pas étonnant que *Le dernier métro* ait fait

l'unanimité de la critique lors de sa sortie en France. Après quatre mois à l'affiche à Paris il bat tous les records d'entrées. Et, fait exceptionnel, ce dernier film de Truffaut est en nomination dans toutes les catégories de Césars qui se sont tenus à Paris le 31 janvier. Rappelons que *Le dernier*

métro a aussi été sélectionné officiellement par le Centre National de la Cinématographie pour représenter la France dans la catégorie «Meilleur Film Etranger» aux prochains «Academy Awards» à Hollywood.

Commentaire

Le RAEU:

Mauvaise orientation?

Le bilan du Colloque de la fin de semaine dernière sur les droits étudiants ne peut qu'être essentiellement négatif. Les erreurs tactiques du groupe des dissidents ont certainement contribué à ce développement et méritent d'être prises en considération. C'est cependant aux sérieux problèmes soulevés par le Colloque, en ce qui touche à l'orientation du RAEU, qu'il faut accorder le plus de réflexion. Il faut ici tenter de situer et de préciser la nature et l'importance de ces problèmes.

1. La décision que prenait le RAEU le 17 janvier de ne pas inviter l'ANEQ à prendre part aux discours d'ouverture du Colloque sur les droits des étudiants était en elle-même une indication du fait que tout n'allait pas très bien. Le secrétaire général du RAEU Benoît Laurin avait dit qu'il n'y avait pas assez de temps pour entendre les représentants d'une association qui compte 50,000 étudiants de CEGEP. Cette décision témoignait, sinon d'une réticence à priori, à tout le moins d'une indifférence flagrante quant à l'unité du mouvement étudiant, alors que cette unité aurait dû être à la base de la direction que l'exécutif du RAEU voulait donner au Colloque.

2. Absence de démocratie: le refus de tenir une assemblée décisionnelle (passer au vote) reflète une attitude fondamentalement anti-démocratique de la part des dirigeants du RAEU, attitude qui doit être considérée comme la principale cause de la friction apparue au colloque. Un autre exemple de l'absence de démocratie: le guide donné aux animateurs d'ateliers précisait que «les délégués devaient être consultés mais non prendre de décisions.»

3. Prise de décision trop centralisée pour encourager la participation: comme les dirigeants du RAEU se sont délibérément opposés à un débat ouvert et général, les délégués qui voulaient connaître la position de l'AGEUQAM ont été forcés de joindre les «dissidents.»

4. Intransigence du RAEU face à la demande par une minorité importante d'une plénière ouverte sur la question de la Charte a été, d'après Guy Héroux «absurde...ou un suicide délibéré.» Quand certains intervenants ont incité les dissidents à demeurer dans la plénière, le président

d'assemblée a répliqué: «Ils savent ce qu'ils font, laissez-les aller.»

5. Le déroulement mouvementé de la fin de semaine n'est pas seulement attribuable à une série de mauvaises décisions ou à des accidents malheureux: les vues exprimées par Patrice Legendre et Jean-Marie Vézina dans *Le Devoir* du samedi 7 février remettaient en question non seulement l'orientation mais également les motifs des organisateurs du Colloque:

«Nous pensons que le colloque du RAEU sur les droits étudiants, s'il se tient dans l'optique prédéterminée d'une Charte des droits, risque d'appliquer l'esprit, voire même la lettre de la politique syndicale du gouvernement actuel...Est-ce que ceux qui reprennent au sein du mouvement étudiant ces éléments de politique par le biais du projet de Charte des droits étudiants participent à cette politique syndicale du gouvernement et du Parti Québécois?»

Il est permis de croire que c'est par ce canal privilégié, par une fraction du mouvement étudiant et par le gouvernement, que passerait un éventuel renoncement aux formes connues de mobilisation en milieu étudiant.

Les manœuvres systématiques des dirigeants du RAEU pour taire aux délégués les vues de Vézina et Legendre supportent la thèse selon laquelle l'exécutif du RAEU veut construire «un canal privilégié pour l'éventuel renoncement aux formes connues de mobilisation.»

6. Dans le contexte actuel, alors que deux programmes progressistes (PREL et ARC) ont été fermés, au moment où Guy Héroux est passible de dix ans d'emprisonnement pour avoir organisé la résistance à une augmentation des frais de résidence, où les étudiants étrangers voient leurs frais de scolarité augmenter de 125%, au moment où le moratoire sur la hausse des frais est remis en question par le Conseil des Universités, où une coupure d'un milliard de dollars dans le budget des universités est envisagée par le cabinet fédéral, où Camille Laurin promet des coupures dans les subventions aux universités, il y a de sérieuses raisons de croire qu'une conférence sur les droits étudiants qui n'envisage pas un programme d'action concret est à côté de la «track.»

Legendre et Vézina ont remis en question non seulement l'orientation donnée par l'exécutif du RAEU au colloque, mais également la relation entre le mouvement étudiant, le RAEU en particulier et le Parti Québécois. La subvention de \$17,000 du P.Q. pour le colloque est-elle une manœuvre pré-électorale? Sert-elle à distraire l'attention face au plan d'intervention chirurgicale du Dr. Laurin dans le secteur de l'éducation?

Peter Orr
Danièle Champoux
Francine Hébert

Lettres

Un changement qui s'imposait:

Aux éditeurs du Dailly français:

Depuis quelques temps, on est témoin de changements importants dans le contenu des articles du Dailly français. En effet, on parle d'autres choses que des arts, dont je ne dénigre pas l'importance, mais qui ne représentent quand même qu'une partie de l'actualité quotidienne.

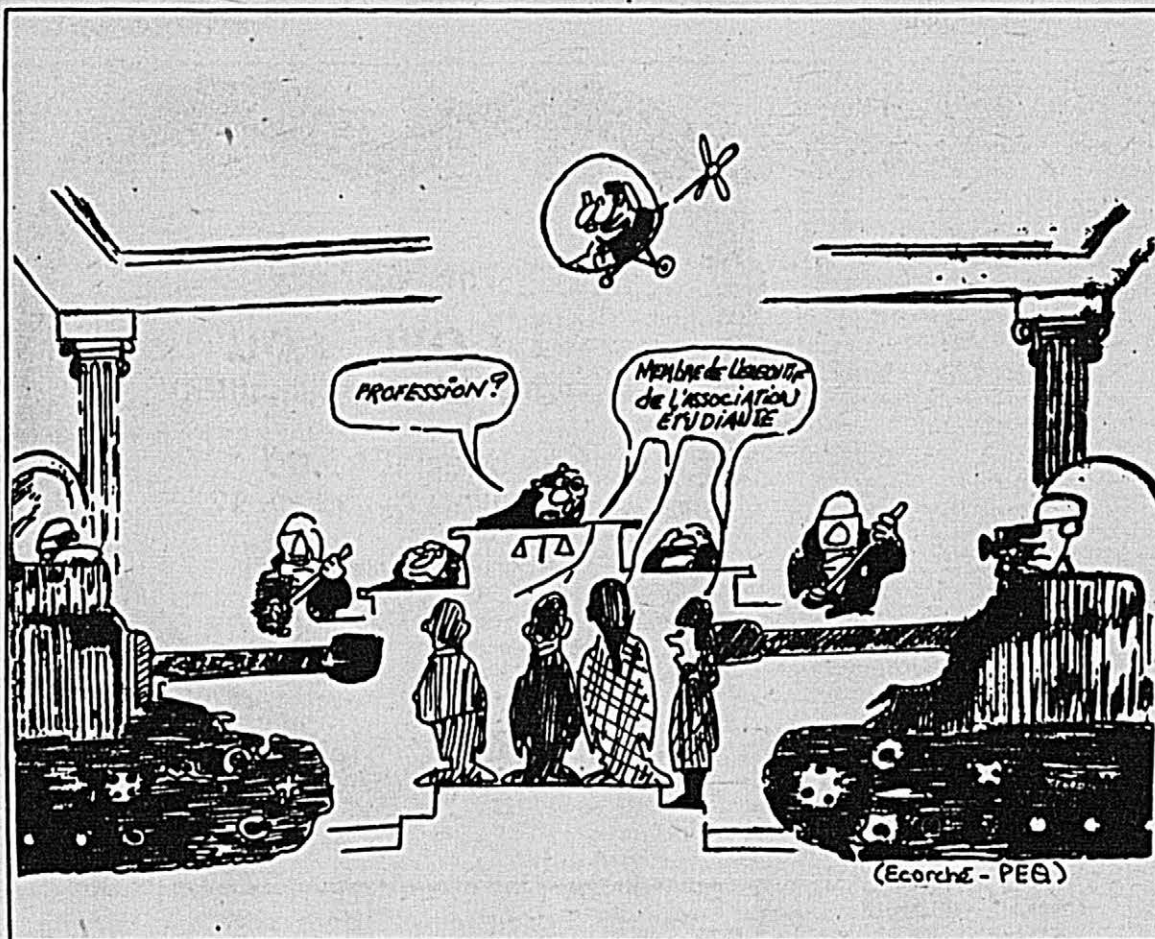
Les articles de fonds qu'on y trouve à présent ont, dans la plupart des cas, une certaine résonance politique: des problèmes du PREL à l'Université de Montréal, en passant par le colloque sur la gauche et l'après-référendum, pour finalement présenter certains changements importants qui ont lieu en Chine (numéro du 3 février 81)...Un journal étudiant dont l'objectif principal est d'informer le plus adéquatement possible sur ce qui se passe dans l'actualité ne peut pas se limiter à faire uniquement de la critique de spectacles et cela, je crois que l'équipe du Dailly français l'a compris.

Il ne reste qu'à souhaiter que les prochains numéros puissent être plus volumineux malgré certaines contraintes, avec un contenu pour le moins tout aussi intéressant.

Diane Gérin-Lajoie
MA2, sociologie.

Ont participé
à la production:

Danièle Champoux, Carole Courchesne, Louise Haberl, Lucie Masse, Donald Matte, Henri-Paul Normandin, Claude Rémillard.



Les droits des étudiants ? Quid ? Lors du colloque du RAEU la fin de semaine dernière, environ 400 étudiant(e)s ont tenté de définir quels pouvaient être ces droits et d'établir une stratégie pour les faire respecter. Ce n'était pas la diversité d'idées qui manquait !

Mardi
Le 10 février 1981
Vol. 70, No. 70
Montréal

Le McGill Daily

L'admission aux professions:

Nouvelles politiques ?

par Luc Drouin

Récemment, l'Office des professions publiait un avis concernant les conditions supplémentaires au diplôme ou à la formation et des stages professionnels aux établissements toutes les implications, car celles-ci conduiraient à l'abolition des examens supplémentaires nécessaires à l'admission dans une corporation professionnelle, ainsi qu'au rapatriement de la formation et des stages professionnels aux établissements d'enseignement.

Présentement, 19 corporations professionnelles sur 39 imposent aux candidats à leur profession des stages de formation professionnelle. De ces 19, sept exigent aussi des cours de formation professionnelle (avocats, comptables agréés, comptables en administration industrielle, comptables, conseillers en orientation, denturologistes, techniciens en radiologie). Vingt-cinq corporations professionnelles imposent à leurs candidats des examens de formation professionnelle, ayant lieu soit après l'obtention du diplôme de base, soit après les cours de formation, soit au terme de la formation de base qui a été reconnue équivalente.

Les motifs invoqués par les corporations professionnelles pour exiger des conditions supplémentaires sont les suivants : permettre aux candidats d'intégrer les connaissances théoriques et la formation pratique acquises dans le cadre de leur formation de base (université) ; combler les lacunes de la formation de

base ou la compléter ; vérifier les connaissances acquises par les candidats ; initier les candidats à leur future profession ; leur permettre de développer de la confiance en soi et de la maturité ; enfin, assurer la protection du public.

Il appert donc que les cours de formation professionnelle visent à compléter la formation de base estimée inachevée par les corporations qui les exigent. Si tel est le cas selon l'Office, cette situation est troublante. Elle dénoterait une carence inquiétante dans l'adoption des programmes universitaires au besoin de la société. Dans les cas contraires, l'imposition de ces cours serait abusive. De plus, l'Office ne voit pas comment des stages de formation professionnelle, effectués par des étudiants durant la période de formation de base puissent vraiment leur permettre d'intégrer l'ensemble des connaissances prévues au programme alors que les étudiants sont en voie de les acquérir.

L'Office a aussi peine à

croire que des stages de formation professionnelle de 4 à 8 mois puissent permettre aux candidats d'atteindre des objectifs aussi complexes que l'autonomie et la maturité nécessaires à l'exercice de la profession.

L'Office constate de plus une certaine méfiance des corporations professionnelles envers les établissements d'enseignement. C'est parce qu'elles ne font pas confiance à la formation pratique dispensée par les établissements d'enseignement que les corporations imposent des stages de formation professionnelle.

En vérifiant des connaissances acquises par les candidats, les corporations exercent inévitablement un certain contrôle sur la manière

suite à la page 2

La charrue devant les boeufs

par Francine Hébert
et Danièle Champoux

C'est finalement à deux colloques sur les droits des étudiants plutôt qu'un seul que l'exécutif du RAEU aura involontairement convoqué les étudiants des universités du Québec. Une division importante s'est effectivement manifestée, autour du principe même de l'élaboration d'une Charte des droits. Les dissidents ont plutôt pris position en faveur de l'élaboration d'un Manifeste.

La division sur une question de principe a finalement pris la forme de deux assemblées plénières parallèles dimanche, le président de l'assemblée « officielle » ayant refusé d'autoriser un débat sur le fond du différend et de rendre l'assemblée décisionnelle.

Les organisateurs du Colloque (RAEU) voient dans l'élaboration d'une Charte — de type syndical, dans le genre convention collective ou code de travail — le meilleur moyen de définir et de protéger les droits des étudiants. « Le RAEU veut faire de la Charte des Droits un véhicule des aspirations des étudiants du Québec. »

Les organisateurs du Colloque n'ont pas manqué de souligner qu'il est stratégiquement valable de profiter du fait que le gouvernement se trouve à la veille des élections dans une situation précaire et par conséquent plus sensible aux revendications des étudiants. Le fait que le gouvernement ait accordé une somme de \$17,000 pour l'organisation du colloque pourrait leur donner raison.

Le désaccord entre les deux groupes s'est également articulé autour de cette question d'une « collaboration » avec le gouvernement. Les partisans du Manifeste ont contesté le principe « de compter pour la défense des droits étudiants sur un gouvernement dont les positions face aux travailleurs, dans les conflits de travail, dans le code du travail et dans les lois 17 et 45, sont suffisamment éloquentes. »

Rien n'empêcherait le gouvernement de modifier à son goût et avantage une Charte avant d'en faire une loi. Il est beaucoup plus sain pour le mouvement étudiant d'éviter la bureaucratisation et de ne compter que « sur les forces de ses membres pour créer un réel rapport de force ».

Les délégués dissidents se sont également élevés contre la façon anti-démocratique par laquelle la décision de travailler à une Charte plutôt qu'à un Manifeste a été prise, puisque les programmes de discussions avaient été élaborés à l'avance et sans consultation. Les délégués en ateliers n'avaient pas non plus la possibilité de se prononcer sur le contenu des propositions que contiendrait la Charte, puisqu'on ne leur accordait pas le droit de vote à ce sujet. L'exécutif du RAEU se réservait cette tâche.

Les propos tenus dans les deux plénières ont donc été complètement différents. Du côté des « officiels », on a assisté aux rapports des ateliers, auxquels les délégués s'étaient de toute évidence consacrés avec beaucoup d'énergie et de bonne foi. Les réactions de la salle démontraient combien les étudiants étaient d'accord sur les problèmes à affronter, les revendications à défendre. Même au sein de cette assemblée un bon nombre de délégués ont indiqué leur accord avec certaines des objections de fond et de forme des délégués dissidents.

L'assemblée des dissidents votait de son côté une motion de blâme contre le RAEU et ses pratiques anti-démocratiques et mettait sur pied un comité pour la rédaction d'un manifeste à partir des propositions surgies dans les ateliers parallèles.

Etrangement, pour les deux assemblées, la prochaine étape consiste à faire parvenir aux associations étudiantes locales les propositions de Charte et de Manifeste pour fins de discussions. Suivrait ensuite un congrès où des décisions finales sur le contenu du « véhicule » choisie des droits étudiants seraient prises.

Prel party

Les étudiant(e)s du programme préscolaire-élémentaire en Education à l'U de M organisent cette semaine une fête de solidarité pour leurs professeurs.

Dans le cadre du conflit qui oppose l'administration de la

Faculté aux professeurs et aux élèves de ce programme de pédagogie progressiste, les professeurs ont en effet perdu leur emploi. Ils n'en continuent pas moins à travailler, sans être payés, avec les étudiants, qui les considèrent comme les seuls habilités à le faire.

Les bénéfices de la soirée de solidarité à laquelle tous sont conviés cette semaine seront donc remis aux professeurs Michel Desjardins, Richard Cadotte et Richard Gendron. Le chanteur Paul Piché viendra chanter quelques « tonnes ».

La soirée aura lieu jeudi ce 12 février à la salle St Ambroise, 6510 de Normandville, coin Beaubien (métro Beaubien).

Pensée du jour

Le vrai Québécois c'est un communiste de coeur, un socialiste d'esprit et un capitaliste de poche.

Yvon Deschamps

Petites Annonces

Ads may be placed through Sadie's, 1st floor Student Union building, 9 a.m. - 5 p.m.

McGill students: \$2 per day. For 3 days \$1.75, more than 3 days \$1.50.

McGill Faculty and Staff: \$3.00 per day.

All others: \$3.50 per day.

341 - APT., ROOMS, HOUSING

RICHARD, WE'D LOVE to run your ad for apartment to share but we need your phone number. PLEASE CALL DAILY AD OFFICE, 392-8902.

Looking for a third roommate to share an extraordinarily large and beautiful, centrally located sunny 6 1/2. Available immediately. Phone between 9 am & 5 pm 937-7049 and after 5 pm 288-4849.

350 - JOBS

JOBS IN ALASKA! Summer/year-round. High pay: \$800-\$2000 monthly! All fields: parks, Fisheries, Oil industry and more! 1981 Employer listings, information guide. \$4. Alasco, Box 9337, San Jose, CA 95157.

Wanted: assistant for small Music Library. Mon. & Wed. evenings. Must live Westmount. Downtown. Phone Tuesday 4-7 only. 931-5298.

Come moonlight with us! With as little as \$50, we'll show you how to start your own business as we have for many others. Sell our active sportswear line from your home. Call Mr. Robert 489-5378.

352 - HELP WANTED

Subjects wanted to finish off psycholinguistics study. Must be either fluently bilingual (French-English) or clearly unilingual (English). Will be paid. For information, call 392-4684 or 392-6718.

354 - TYPING SERVICES

Leave the typing to us! We'll type your resumé

or term papers professionally and accurately in both languages. For more info, call Agence de Placement Montréal 866-8829.

361 - ARTICLES FOR SALE

Scott Ski Boots, 2 pairs, fitting Men's size 7 1/2 & 10 1/2. Almost new. \$45 and \$110. Call 487-6014.

365 - WANTED TO BUY

Wanted: 2 hockey tickets in section red or white (best possible seats) for the next game against St. Louis, Buffalo or Toronto. I would pay good price. Call Suzanne evenings 849-2683.

372 - LOST AND FOUND

Found: Cross pen in front of Bronfman Building Wed. Feb. 4 around noon. Please call 392-8902, or come to Rm B-17 in the Union Building (basement).

Found: a gold ring in the McGill student ghetto on February 2nd. Contact Charles or Douglas at 322-9091.

385 - NOTICES

LEARNING 2001: Improve your memory, improve your marks, increase your learning rate! Come to a free introductory lecture on these new, dynamic learning techniques. Tuesday Feb. 10 at 1:30 pm in the Bronfman Bldg., room 179.

This year say
"I Love You"
with a Valentine Classified

Special \$1.00
Deadline: Noon Feb. 12

Ads may be placed NOW
at Sadie's, 1st floor
Student Union Bldg.

OLD MCGILL

'81

Attention:

All graduating students who have not yet had their pictures taken for the yearbook: You can still get your smiling face in Old McGill '81 but there are a few conditions.

- 1) The initial sitting fee is now \$17.95 but you still get the same deal of four 4 x 5 proofs to choose from, your favorite to be made into a 5 x 7 full colour enlargement — and of course your photo will appear in the graduate section of the book.
- 2) Your picture and biography will be in a Supplementary section of the grad section and not in your faculty. However, your faculty will be specified next to your name.

The deadline for this special offer is Feb. 13, 1981.

Cost breakdown:

Initial sitting fee and 5 x 7 enlargement	\$17.95 plus tax
Cost of book	\$ 8.00
Mailing charge (optional)	\$ 3.00
	\$28.95 plus tax

suite de la page 1

dont les établissements d'enseignement s'acquittent de leur mission de préparer les étudiants à leur profession. Selon les corporations, cette situation serait justifiée par la protection du public. Cependant, l'application de ces conditions supplémentaires n'est pas soumise à un mécanisme spécifique de contrôle alors que la protection du public l'exigerait.

Suivant les principes directeurs que la formation de base conduisant à l'exercice d'une profession relève des établissements d'enseignement et qu'en aucun cas les conditions supplémentaires ne doivent être utilisées pour compléter la formation de base, la prolonger ou en combler une lacune, ce qui a souvent l'effet de contrôler l'accès aux candidats, l'Office recommande :

- lorsque nécessaire pour la protection du public, que soit instaurée une « période d'initiation encadrée » contrôlée par la corporation, qui précéderait l'accès à l'exercice d'une profession ;
- de supprimer l'imposition de cours de formation professionnelle par les corporations en complément à leur formation de base en vue de l'obtention du permis ;
- de supprimer l'imposition d'examens de formation professionnelle par les corporations en vue de l'obtention du permis.

Ces changements se produiraient pendant une période de transition d'au plus 18 mois durant laquelle les corporations professionnelles

Il n'y aurait peut-être plus d'examen d'admission à la profession et de stages.

et les établissements d'enseignement s'entendraient sur les cours de formation professionnelle qui doivent être incorporés dans les programmes de formation de base, sur les examens professionnels devant être incorporés dans cette formation de base et sur la per-

tinence de « programmes d'initiation encadrée », le tout suivi de recommandations au Ministre de l'Éducation et à l'Office des Professions.

Suite à l'application de ces recommandations, les corporations professionnelles devront être consultées par les établissements d'enseignement sur l'élaboration ou la révision complète ou partielle d'un programme conduisant à un diplôme donnant ouverture à un permis.

En termes pratiques, cela signifie redonner à l'université une plus grande autonomie vis-à-vis les corporations lui permettant de ne pas devoir axer ces cours en fonction principalement des exigences de celles-ci. Ainsi les universités auront la liberté d'offrir un programme plus original et peut-être plus en fonction des besoins du public en général. Quant aux stages, il n'y aurait aucune différence si ce n'est

que celui-ci se verra juger sur sa pertinence, et sera plus encadré qu'il ne l'est présentement.

Une grande opposition est à

Une plus grande autonomie pour les universités, un meilleur choix de cours.

anticiper des corporations professionnelles. Par les conditions d'admission relatives à la formation des candidats, celles-ci exercent un important contrôle sur la progression du nombre de leurs membres, contrôle qu'elles peuvent utiliser en période de chômage élevé simplement en accroissant la difficulté des examens professionnels ou en

augmentant la longueur du stage. Mais dans l'actuelle balance des intérêts politiques au Québec, aucune force politique, mis-à-part les étudiants, ne semble prête à faire contre-poids au lobby des corporations professionnelles, et les recommandations de l'Office des professions pourraient bien ne pas avoir de suite.

Seuls les étudiants pourraient faire pencher cette balance et il leur appartient de décider si leur intérêt d'étudiants et de futurs candidats à l'admission dans une corporation professionnelle serait mieux servi en lui laissant le contrôle effectif de la formation professionnelle ou en le donnant aux universités.

Source: Les conditions supplémentaires au diplôme ou à la formation de base et les comités de la formation, Office des professions du Québec, 1980, Québec.

ב"ה



Venez vivre un
Come spend a

SHABATTON
& Carnaval with US / avec NOUS

Depart / Departure
13/2/81 at 12 noon

CHABAD HOUSE
3429 Peel Street

R.S.V.P.
Tel.: 842-6616



J'aime le métro ...

par Dominique Deslandes

Le dernier métro. Réalisé par François Truffaut. Avec Catherine Deneuve, Gérard Depardieu, Heinz Bennent, Jean Poiret. A l'affiche du cinéma Le Dauphin à partir du 20 février.

Gagnant de dix oscars à Paris le 31 janvier dernier, *Le dernier métro* de Truffaut est sans contredit un événement. Et ce n'est pas peu dire: le spectateur a du mal à quitter son siège; le film est long pourtant (plus de deux heures), mais on désire prolonger l'envoûtement.

On peut réellement parler d'envoûtement. Avec ce dernier film, Truffaut nous emmène dans les coulisses du théâtre Montmartre. Il nous y fait vivre dans l'ambiance difficile de l'occupation allemande, touchant ainsi à la question de la liberté d'expression pendant la guerre.

La directrice du théâtre, Marion Steiner, a pris officiellement les affaires du théâtre en main depuis que son mari, Lucas, a fuit la «chasse aux juifs», et s'est réfugié en Amérique. Fuite? C'est ce que tout le monde croit. Cependant Marion cache son mari dans le sous-sol du théâtre; elle finira même par l'y installer.

Avec la troupe, Marion déci-

de de monter une pièce de son mari. Le metteur en scène, Jean Loup, est un ami de longue date et suit scrupuleusement toutes les directives que Lucas a laissées. Et Marion engage un jeune premier, Bernard Granger, qui sera son partenaire.

Et les répétitions commencent.

Ce sont les efforts de Marion pour tenir le théâtre à flots malgré les contraintes de l'occupation, que Truffaut raconte ici. Il nous décrit les difficultés, les suspensions, le marché noir, les drames aussi de cette période troublée.

Marion est de plus en plus partagée par l'amour qu'elle continue de porter à son mari et l'amour naissant qu'elle éprouve pour le jeune comédien qui lui donne la réplique. Ils se diront sur scène ce qu'ils ne peuvent pas ou n'osent pas se dire dans la vie car la pièce qu'ils jouent est une pièce d'amour.

L'amour! C'est encore le thème du dix-neuvième film de François Truffaut. Les acteurs qui l'épaulent dans *Le dernier métro* sont prestigieux: Catherine Deneuve interprète Marion, elle s'est mérité l'oscar de la meilleure actrice; Depardieu (César lui-aussi du meilleur acteur) joue le rôle du



François Truffaut (réalisateur) / Catherine Deneuve

jeune premier ce qui le change de ses rôles habituels de loubards et de durs. Heinz Bennent est à remarquer aussi, dans l'interprétation de Lucas Stein.

Avec une distribution pareille, un scénario aussi attachant, il n'est pas étonnant que *Le dernier métro* ait fait

l'unanimité de la critique lors de sa sortie en France. Après quatre mois à l'affiche à Paris il bat tous les records d'entrées. Et, fait exceptionnel, ce dernier film de Truffaut est en nomination dans toutes les catégories de Césars qui se sont tenus à Paris le 31 janvier. Rappelons que *Le dernier*

métro a aussi été sélectionné officiellement par le Centre National de la Cinématographie pour représenter la France dans la catégorie «Meilleur Film Etranger» au prochains «Academy Awards» à Hollywood.

Commentaire

Le RAEU:

Mauvaise orientation?

Le bilan du Colloque de la fin de semaine dernière sur les droits étudiants ne peut qu'être essentiellement négatif. Les erreurs tactiques du groupe des dissidents ont certainement contribué à ce développement et méritent d'être prises en considération. C'est cependant aux sérieux problèmes soulevés par le Colloque, en ce qui touche à l'orientation du RAEU, qu'il faut accorder le plus de réflexion. Il faut ici tenter de situer et de préciser la nature et l'importance de ces problèmes.

1. La décision que prenait le RAEU le 17 janvier de ne pas inviter l'ANEQ à prendre part aux discours d'ouverture du Colloque sur les droits des étudiants était en elle-même une indication du fait que tout n'allait pas très bien. Le secrétaire général du RAEU Benoît Laurin avait dit qu'il n'y avait pas assez de temps pour entendre les représentants d'une association qui compte 50,000 étudiants de CEGEP. Cette décision témoignait, sinon d'une réticence à priori, à tout le moins d'une indifférence flagrante quant à l'unité du mouvement étudiant, alors que cette unité aurait dû être à la base de la direction que l'exécutif du RAEU voulait donner au Colloque.

2. Absence de démocratie: le refus de tenir une assemblée décisionnelle (passer au vote) reflète une attitude fondamentalement anti-démocratique de la part des dirigeants du RAEU, attitude qui doit être considérée comme la principale cause de la friction apparue au colloque. Un autre exemple de l'absence de démocratie: le guide donné aux animateurs d'ateliers précisait que «les délégués devaient être consultés mais non prendre de décisions.»

3. Prise de décision trop centralisée pour encourager la participation: comme les dirigeants du RAEU se sont délibérément opposés à un débat ouvert et général, les délégués qui voulaient connaître la position de l'AGEUQAM ont été forcés de joindre les «dissidents.»

4. Intransigence du RAEU face à la demande par une minorité importante d'une plénière ouverte sur la question de la Charte a été, d'après Guy Héroux «absurde...ou un suicide délibéré.» Quand certains intervenants ont incité les dissidents à demeurer dans la plénière, le président

d'assemblée a répliqué: «Ils savent ce qu'ils font, laissez-les aller.»

5. Le déroulement mouvementé de la fin de semaine n'est pas seulement attribuable à une série de mauvaises décisions ou à des accidents malheureux: les vues exprimées par Patrice Legendre et Jean-Marie Vézina dans *Le Devoir* du samedi 7 février remettaient en question non seulement l'orientation mais également les motifs des organisateurs du Colloque:

«Nous pensons que le colloque du RAEU sur les droits étudiants, s'il se tient dans l'optique prédéterminée d'une Charte des droits, risque d'appliquer l'esprit, voire même la lettre de la politique syndicale du gouvernement actuel...Est-ce que ceux qui reprennent au sein du mouvement étudiant ces éléments de politique par le biais du projet de Charte des droits étudiants participent à cette politique syndicale du gouvernement et du Parti Québécois?

Il est permis de croire que c'est par ce canal privilégié, par une fraction du mouvement étudiant et par le gouvernement, que passerait un éventuel renoncement aux formes connues de mobilisation en milieu étudiant.»

Les manœuvres systématiques des dirigeants du RAEU pour taire aux délégués les vues de Vézina et Legendre supportent la thèse selon laquelle l'exécutif du RAEU veut construire «un canal privilégié pour l'éventuel renoncement aux formes connues de mobilisation.»

6. Dans le contexte actuel, alors que deux programmes progressistes (PREL et ARC) ont été fermés, au moment où Guy Héroux est passible de dix ans d'emprisonnement pour avoir organisé la résistance à une augmentation des frais de résidence, où les étudiants étrangers voient leurs frais de scolarité augmenter de 125%, au moment où le moratoire sur la hausse des frais est remis en question par le Conseil des Universités, où une coupure d'un milliard de dollars dans le budget des universités est envisagée par le cabinet fédéral, où Camille Laurin promet des coupures dans les subventions aux universités, il y a de sérieuses raisons de croire qu'une conférence sur les droits étudiants qui n'envisage pas un programme d'action concret est à côté de la «track.»

Legendre et Vézina ont remis en question non seulement l'orientation donnée par l'exécutif du RAEU au colloque, mais également la relation entre le mouvement étudiant, le RAEU en particulier et le Parti Québécois. La subvention de \$17,000 du P.Q. pour le colloque est-elle une manœuvre pré-électorale? Sert-elle à distraire l'attention face au plan d'intervention chirurgicale du Dr. Laurin dans le secteur de l'éducation?

Peter Orr
Danièle Champoux
Francine Hébert

Lettres

Un changement qui s'imposait:

Aux éditeurs du Dally français:

Depuis quelques temps, on est témoin de changements importants dans le contenu des articles du Dally français. En effet, on parle d'autres choses que des arts, dont je ne dénigre pas l'importance, mais qui ne représentent quand même qu'une partie de l'actualité quotidienne.

Les articles de fonds qu'on y trouve à présent ont, dans la plupart des cas, une certaine résonance politique: des problèmes du PREL à l'Université de Montréal, en passant par le colloque sur la gauche et l'après-référendum, pour finalement présenter certains changements importants qui ont lieu en Chine (numéro du 3 février 81)...Un journal étudiant dont l'objectif principal est d'informer le plus adéquatement possible sur ce qui se passe dans l'actualité ne peut pas se limiter à faire uniquement de la critique de spectacles et cela, je crois que l'équipe du Dally français l'a compris.

Il ne reste qu'à souhaiter que les prochains numéros puissent être plus volumineux malgré certaines contraintes, avec un contenu pour le moins tout aussi intéressant.

Diane Gérin-Lajole
MA2, sociologie.

Ont participé
à la production:

Danièle Champoux, Carole Courchesne, Louise Haberl, Lucie Masse, Donald Matte, Henri-Paul Normandin, Claude Rémillard.

McGill en Afrique du Sud:

BUSINESS IS BUSINESS

par Claude Rémillard

Alors que les familles blanches fêtaient Noël, des milliers d'enfants noirs et métis mouraient de faim... 1980 restera dans les annales comme l'année durant laquelle la faim a atteint un point de crise, selon un rapport de l'Institut des Relations Raciales.

Quant à l'année en cours, le leader de Soweto, Nthato Motlana, pense que 50 000 enfants mourront de malnutrition dans les seules zones rurales (essentiellement les «bantoustans» soi-disant «indépendants») et que la vie de 100 000 autres est en danger. Selon un professeur de l'Université de Natal, durant les seize dernières années, 45% des enfants admis à l'hôpital de Durban avaient souffert de cas extrême de malnutrition et 24% d'entre eux n'avaient pu être sauvés.

Malgré tout, McGill University continue à détenir plus de \$46 000 000 d'investissements connus dans des banques et compagnies s'enrichissant de la misère d'un peuple, profitant du «cheap labor» noir. McGill University se moque complètement de l'anti-syndicalisme féroce du gouvernement Sud-Africain, des multinationales canadiennes et américaines établies au sud de l'or. L'autre jour encore, un millier d'employés noirs de la multinationale américaine Firestone, à Port-Elisabeth, ont été mis à pied parce qu'ils avaient refusés de mettre fin à leur grève.

D'autre part, selon le «Sunday Tribune», un journal de Durban en Afrique du Sud, «le chiffre d'affaire du com-

merce de détail a atteint cette année (1980) des records inédits», écrit-il, «à cause du boom économique sans précédent que connaît le pays (de l'or)». En effet, l'économie Sud-Africaine bénéficie de la fluctuation du prix de l'or sur les marchés internationaux, toutefois elle n'est pas le seul pays à en profiter.

La Sainte Alliance : l'URSS et l'Afrique du Sud

En effet, l'URSS et l'Afrique du Sud produisent à eux seuls 85% de l'or mondiale. Selon le magazine *Jeune Afrique*, il y aurait eu des rencontres régulières en Suisse entre des représentants du géant Sud-Africain - Anglo-American et la Wozchod Handelsbank, une banque soviétique installée à Zurich. Ainsi s'explique peut-être la méfiance éprouvée généralement à l'égard de l'équilibre économique par les dirigeants du Kremlin et de Pretoria, qui souhaitent ardemment que les prix de l'or restent les plus hauts et les plus stables possible afin que l'or joue de nouveau un rôle prédominant dans le système monétaire.

Malgré les variantes idéologiques, il semble n'exister aucun conflit d'intérêt entre l'URSS et l'Afrique du Sud lorsqu'il s'agit d'effectuer d'une part, la répression de centaines d'étudiants à Soweto et d'autre part, l'écrasement de l'armée de libération Afghane par des roquettes incendiaires, des bombes au phosphore et au napalm.

La question que je me pose c'est comment Cuba réconcilie l'image de l'URSS comme allié naturel des peuples lorsque celle-ci a tout intérêt à s'opposer à la libération du peuple d'Afrique du Sud pour maintenir

l'équilibre mondial.

McGill University : Teaching and Business as usual

Combien de temps laisserons-nous McGill University profiter de la négation du droit à l'autodétermination du peuple d'Afrique du Sud, en ignorant la demande pour un désinvestissement total. Combien de temps encore McGill University continuera-t-elle à faire subir à la majorité noire des souffrances indescriptibles tant psychologiques, que physiques, en fournissant des capitaux à un Etat représentant les intérêts d'une minorité d'exploiteurs. Combien de temps encore allons-nous rester passifs devant l'inaction de l'administration?

Malgré le travail d'éducation entrepris par le Comité des Affaires extérieures de l'Association des Etudiant(e)s de McGill depuis Octobre 1979 — malgré la pétition de plus de 3 000 signatures et la manifestation de 300 étudiants contre les investissements de McGill — cette institution maintient ses traditions d'antan. Ses bonnes vieilles traditions de teaching, research et business as usual pour soldant servir les intérêts de la communauté et du «progrès».

C'est ainsi que notre institution, afin de servir la «communauté», a fondé l'Institut de recherche (High Altitude Research Project) dirigé par ce célèbre George Bull, qui est devenu par la suite une compagnie d'armements sous le nom de la Space Research Corporation. De 1961 à 1968, la

High Altitude Research Project remplissait des contrats qui sont pour la plupart toujours «confidentiels» pour le compte du Pentagone et de la CIA. Rappelons que la Space Research Corporation a vendu des armes à l'Afrique du Sud malgré l'embargo international voté aux Nations-Unies.

Devons-nous conclure qu'il y a une concertation d'intérêts entre l'université et l'industrie d'armement canadien? Les entreprises canadiennes n'auront-elles pas besoin de centre genre High Altitude Research Project à McGill pour coordonner la recherche universitaire avec la recherche commerciale?

N'oublions surtout pas que le Canada se classe parmi les dix principaux exportateurs d'armement neufs au monde (6 milliards de dollars depuis 1960) per capita, les exportations d'armements canadiens sont supérieures à celles des Etats-Unis. Devons-nous voir un lien entre d'une part les intérêts de la «communauté» tels que définis par notre université et d'autre part la «bonne» réputation académique de certains cours donnés par le département de sciences politiques, en anthropologie et j'en passe...



Tribunal Plebis

Dans quelques semaines à peine se tiendra la semaine de la francophonie à McGill. C'est un événement assez particulier en ce sens qu'il signifie un peu la renaissance d'une nouvelle union de francophone à cette université. Au début de la session dernière, un groupe d'amis se donna comme priorité de faire naître une association qui a jadis mobilisé beaucoup d'efforts et de volonté mais qui, à bout de souffle, s'est effondrée il y a quelques années.

Enfin, lentement, la SOFRAM commence à faire parler d'elle grâce en parti au recrutement et au party de fin de session qui fut organisé.

On a d'abord, lors d'une assemblée générale, entériné la charte et élu les représentants qui avaient jusqu'alors travaillé officieusement. A cette même assemblée on se donna comme objectif de réunir les francophones et de promouvoir leur culture au niveau du campus.

C'est lors de la semaine de la francophonie que se formaliseront tous ces objectifs. Celle-ci vise aussi bien la promotion de la culture francophone chez tous les étudiants que l'établissement de contacts au niveau des francophones eux-mêmes.

Voilà donc où nous en sommes; voilà un peu ce qu'est SOFRAM.

Je déplore cependant le fait qu'il y ait trop peu de personnes qui s'impliquent activement et conséquemment les gens en place doivent y

mettre plus de temps qu'ils ne peuvent, et le fait que la plupart des francophones qui y sont impliqués soient des Québécois... aucun Français, aucun... Vous comprendrez aisément qu'il est essentiel que des francophones de nationalités différentes s'y impliquent activement, et que cette implication décidera du sort de celle-ci.

Mais, aussi importante pour la société sera la participation de chacun de nous aux activités de la semaine de la francophonie et après, par exemple simplement en assistant à l'un des colloques, en visitant l'exposition artistique... et surtout si vous retournez vos impressions, suggestions d'amélioration... à la société.

A ce sujet vous pouvez rejoindre SOFRAM en vous adressant au président (Bernard Laroque, 845-3329) pour nous encourager, châler, donner vos impressions, amener vos nouvelles idées... ou simplement en assistant à l'une des réunions hebdomadaires qui se tiennent au B01 du Union Building le mercredi à 16h00 (habituellement à droite en entrant).

En passant, avant de finir et d'aller me coucher, je lance un appel aux poètes, artistes ou musiciens qui seraient intéressés à interpréter ou exposer leurs oeuvres durant la semaine de la francophonie (juste avant le «study break») pour qu'ils communiquent avec nous...

Pierre Champagne
Information-SOFRAM



Mallory/Latouche

par Lucie Masse

Jeudi dernier, la parlotte Mallory-Latouche, loin de raviver le débat constitutionnel (alors que les politiciens frôlent l'hystérie), a plutôt prouvé une fois de plus la profonde lassitude du peuple et de ses intellectuels.

Nous avons d'abord eu droit à deux courts exposés sur les positions respectives des professeurs. Des arguments faciles, réécrits sur un ton nonchalant, rien que l'on n'ait pas déjà lu ou entendu: l'urgence du rapatriement et

d'une formule d'amendement «canadienne»; les dangers que représente la Charte des Droits de M. Trudeau pour les francophones du Québec donc pour les minorités hors-Québec.

Puis on a parlé de choses et d'autres: du Manitoba, de la Belgique, de la démographie québécoise... Cela s'est terminé dans l'ordre et la méthode vers 13:00 h et les étudiants, multilingues, multilingues, s'en sont retournés les uns à leurs classes, les autres à la bibliothèque.

Aujourd'hui

Writing Centre

Term Paper Writing Workshop Part I in the Undergraduate Library Workshop Room, Main Floor, 1:30 pm - 3 pm. Sign up at Information Desk, Undergraduate Library, or call 392-4288.

Bazar:

Il y aura un Bazar de Livres au Centre Populaire de Documentation situé au 1212, rue Panet (tél: 525-1594), jeudi le 12 février de 18h à 21h et vendredi le 13 février de 10h à 12h (midi). La plupart des livres traitent de sociologie, conditions de vie dans différents milieux, lois, statistiques, etc. Vous aurez aussi l'occasion de regarder deux collections de photos en exposition au centre.

Women's Union:

Discussion on Marxism and Feminism with resident authorities, 6:00, Union Bldg 423. All interested urged to attend.

McGill Students' Committee of Solidarity with El Salvador

Meeting to discuss recent developments in the solidarity movement at the regional level and plan future activities. All welcome. Union Building, ISA, Room B15.

Pre-Law Undergraduate Society (P.L.U.S.)

Important meeting today in Leacock 809 at 4:30 pm. We will have elections for the positions of President, Vice-President, Treasurer, Secretary and Chairman.

Term Paper Research Workshop:

For Humanities Subjects 12 - 1 pm. For

Social Science Subjects 4 - 5 pm. Starts at the Undergraduate Library Information Desk. Sign up, call 392-4288.

Caribbean Students' Society

Invites you to their Annual Cultural Exhibition at the Students' Society Building, today (Room 107, 108), Wednesday to Friday, Feb. 13th (room B15). From 10 am daily.

Urban Development

8 pm, Stephen Leacock Bldg., Rm. 820: Phyllis Lambert, founding president of Heritage Montreal and award-winning architect, will show slides and speak on general urban development issues, using the case of Heritage Montreal as an example of citizen and corporate involvement in the city. She will touch on the Milton Park Project (SPUM), such issues as the Sulpician property conflict, the use of public information programs

in developing citizen participation and contrasting examples from other cities. Information: 392-4818. All welcome, no charge.

Committee for Research in Parallels Professor Paul Bleton will talk on "Le Roman d'Espionnage Français: Définition d'un Genre," at 4 pm., Comparative Literature, 3495 Peel, Room 302 (Seminar). Everyone welcome. McGill Figure Skating Club

There will be a meeting concerning the skating show at 5 pm in the cafeteria of the gym. All members are cordially invited.

New York

Come and visit exciting New York City, the weekend of February 27, 28 and March 1. For more information call the MSEA at 844-0058, or visit us on the fourth floor of the Union Building. Evenings call 672-5637.

Anthropology Students

The time has come to officially inaugurate our lounge. Join us at 3434 McTavish (basement) from noon to 4 pm, for ribbon-cutting, refreshments and ribaldry. Sponsored by the A.S.A.

Liberal McGill

General meeting, 5 pm, Seminar Room M2 37A, 2nd floor McLennan Library. All members are urged to attend. New members welcome.

Samurai Karate Club

Meeting at 5 pm, in COTC Lounge at gymnasium. All members must attend.

Camera Club

Registration for one-evening courses in darkroom and camera techniques begins today. Beginner courses are free of charge to all members. Information or registration at Union Bldg., rm B-06, or call 392-8925.